

SOMMAIRE

- P2 Facturation électronique : l'alternative au Portail Public
- P3 Accord Mercosur – UE : négociations sous haute tension
- P4 Risques IT & Cybersécurité : ce que révèle la BCE en 2024
- P5 La BCE sonne l'alarme : l'intelligence artificielle, une bulle en formation ?



Facturation électronique : l'alternative au Portail Public de Facturation

Suite à l'abandon du PPF (Portail Public de Facturation) par Bercy, l'Ordre des experts-comptables a lancé un projet de plateforme de facturation électronique gratuite.. Si cette plateforme vise à aider les PME et microentreprises à se conformer aux exigences de la RFE, son positionnement pourrait soulever des résistances parmi les plateformes privées.



Actualités

Le 15 octobre 2024, Bercy a annoncé l'abandon du PPF comme solution de plateforme de facturation électronique gratuite pour les flux B2B entre assujettis à la TVA. Dorénavant, les entreprises privées doivent obligatoirement se tourner vers une plateforme privée payante (PDP, Plateforme de Dématérialisation Partenaire immatriculée par l'Etat) afin de se conformer au calendrier fixé (1ers jalons en septembre 2026).

Evolutions

Afin d'accompagner les TPE et PME, pour lesquelles le coût d'une PDP payante représente une charge financière considérable, l'Ordre des experts-comptables a récemment proposé une PDP gratuite censée remplir le rôle initial du PPF. Sa présidente, Cécile de Saint Michel, estime que « la plateforme vise à offrir un service de base pour les TPE et PME [...] et n'aura pas vocation à concurrencer les PDP commerciales. »

Enjeux de demain

Une telle alternative représenterait une véritable bouée de sauvetage pour les TPE-PME, leur permettant de se conformer aux exigences légales sans frais supplémentaires. Bien qu'elle soit soutenue par la DGFIP, il serait néanmoins crucial de scruter, dans les mois à venir, la réaction des PDP privées positionnées sur ce segment de marché, notamment au regard du poids important des TPE-PME dans l'écosystème entrepreneurial français (99,9% selon l'INSEE).

Commerce International



Accord Mercosur – UE : négociations sous haute tension

Depuis plus de 20 ans que L'Union Européenne (UE) et le Mercosur (alliance économique regroupant 5 pays d'Amérique latine) cherchent un terrain d'entente pour un accord de libre-échange, le plus ambitieux jamais envisagé avec 780 millions de personnes et plus de 40 milliards d'euros d'importations et exportations concernées par ce futur marché



Actualités

La France est fermement opposée à ce traité en l'état, pour des raisons environnementales et sanitaires d'une part, et pour la défense de son agriculture d'autre part. Malgré les récents rapports pointant les failles environnementales et sanitaires (notamment sur la traçabilité des bovins brésiliens), et la réticence du Mercosur à bouger sur ces sujets, l'UE dans sa majorité souhaitait adopter le texte en l'état.

Evolutions

Poussée par l'Allemagne et l'Espagne, qui y voient des bénéfices pour leurs industries, la Commission européenne (CE) a accéléré les négociations et a acté leur aboutissement ce 6 décembre 2024. Toutefois, la France ne lâche rien et exige des clauses miroirs pour que tous soient soumis aux mêmes réglementations. Peu avant la conclusion du traité, l'Italie s'est également déclarée contre.

Enjeux de demain

La Commission Européenne étant passée en force sur le volet commercial pour lequel elle a la compétence exclusive, la France devra trouver une minorité de blocage dans l'UE, peut-être avec l'Italie, pour empêcher sa ratification. Si l'accord n'aboutissait pas, les pays du Mercosur pourraient se tourner vers d'autres horizons. La Chine est déjà envisagée comme partenaire potentiel par l'Uruguay ou l'Argentine, qui a aussi des vues sur les Etats-Unis de Trump.

Cybersécurité



Risques IT & Cybersécurité : ce que révèle la BCE en 2024

Les cybercriminels ne cessent d'innover pour contourner les défenses des systèmes bancaires, exposant les établissements financiers à des risques IT croissants. Face à ces menaces, la résilience numérique devient essentielle : identifier les failles et investir dans des réponses adaptées est aujourd'hui une priorité stratégique pour les banques.

Dans son dernier rapport, la Supervision Bancaire de la BCE livre un bilan des risques IT et de cybersécurité observés en 2023, accompagné de recommandations clés pour l'avenir.



Actualités

Le nombre de cyber-incidents signalés à la BCE a presque doublé en un an, avec une montée des attaques DDoS (déni d'accès à un serveur) et de rançongiciels. Les inspections relèvent des « faiblesses clés » au niveau des banques qui présentent des lacunes dans les tests de sécurité, la détection des vulnérabilités et la gestion des accès – sujets pourtant cruciaux.

Evolutions

Pour 2024-2026, la BCE place la cyber-résilience au centre des priorités. Un programme de tests doit évaluer la capacité des banques à gérer des cyber-incidents majeurs notamment en termes de gestion de crise, de communication avec les parties prenantes et de continuité d'activité (PCA). Des recommandations ont été afin de corriger les failles et d'améliorer la résilience des systèmes d'information.

Enjeux de demain

Dès janvier 2025, le règlement DORA (Digital Operational Resilience Act) imposera un standard élevé de résilience opérationnelle numérique à toutes les entités financières européennes. Ce cadre réglementaire renforcera la capacité des banques à anticiper et gérer les cybermenaces, consolidant ainsi la stabilité du secteur financier face à des environnements numériques de plus en plus complexes.



La BCE sonne l'alarme : l'intelligence artificielle, une bulle en formation ?

Alors que l'intelligence artificielle redéfinit les modèles économiques et devient un enjeu stratégique, la Banque Centrale Européenne (BCE) met en garde contre une possible bulle spéculative. Dans son rapport de stabilité financière, elle souligne les déséquilibres liés à l'euphorie des investisseurs et les risques systémiques qu'une déception pourrait engendrer.

Actualités

La BCE met en garde contre la forte concentration des marchés actions sur des entreprises comme Nvidia, dominantes dans l'écosystème de l'IA. Cette dépendance pourrait entraîner des répercussions mondiales si leurs performances chutent. Par ailleurs, la faible liquidité de certains fonds d'investissement et les tensions géopolitiques augmentent la vulnérabilité des marchés européens.

Evolutions

Si 2023 a été marquée par un optimisme autour de l'IA générative, 2024 adopte une vision plus réaliste. Goldman Sachs et McKinsey soulignent l'écart entre les promesses de productivité et les résultats concrets. Les investissements dans les infrastructures et la transformation ralentissent le retour sur investissement, obligeant les entreprises à ajuster leurs attentes et adopter une approche plus mesurée pour maximiser l'impact à long terme.

Enjeux de demain

Les entreprises doivent se concentrer sur des applications ciblées et dont le ROI est mesurable pour maximiser leur impact. L'IA offre un potentiel considérable, mais doit être gérée prudemment pour éviter une bulle spéculative et devenir un levier durable d'innovation et de croissance. D'autant plus qu'il faudra prendre en compte des enjeux croissants : coûts, sécurité des données, transparence des algorithmes et enjeux environnementaux et sociaux.



OLEASTER

Contacts



Cédric BENOTEAU

Associé

cedric.benoteau@oleasterconsulting.com



Aymeric DE GORDON

Associé

aymeric.de-gordon@oleasterconsulting.com

A propos d'Oleaster

OLEASTER, cabinet de conseil indépendant dédié à la transformation, aide les organisations à s'adapter aux mutations économiques, numériques et sociétales.

Nos équipes réparties en 3 bureaux (Paris, Nantes et Bordeaux) rassemblent des passionnés de la transformation autour d'une même vision du conseil marquée par :

- Une approche collaborative et définitivement centrée-client ;
- La volonté de trouver le meilleur équilibre entre innovation et pragmatisme ;
- L'assurance de donner du sens aux réponses apportées ;
- Beaucoup d'humilité, d'écoute et d'énergie.

OLEASTER vous accompagne sur l'ensemble du cycle de vie de la transformation, mais aussi à travers des expertises spécifiques : création de valeur, Data, conformité et protection des données, RSE.